

**RAPPORT DE PROTECTION FEVRIER 2021 DE LA REGION DE LA  
BOUCLE DU MOUHOUN**



*Un habitat de PDI dans le village de Bouna / Commune de Di/Province du Sourou<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> Cette image traduit le besoin criard d'abris dans cette commune de la province du Sourou

## 1. CONTEXTE/POINTS SAILLANTS

Au cours du mois de février 2021, le contexte sécuritaire de la Boucle du Mouhoun a encore été marqué par une série d'incidents ayant ciblé les populations dans les zones d'accès difficile. Bien que la région n'ait enregistré aucune attaque dirigée contre les positions des FDS, de nombreux villages ont été attaqués par des groupes armés non identifiés qui demeurent actifs dans les provinces de la Kossi et du Sourou. Dans ces zones gagnées par l'insécurité, des déplacements de populations ont été constatés vers d'autres localités considérées comme relativement stables soit pour prévenir les incidents soit à la suite des menaces proférées par les HANI. Au cours de cette période, la région a également connu d'importants mouvements secondaires avec des départs de PDIs vers des pays voisins<sup>2</sup>.

Au niveau de la province de la Kossi qui a encore enregistré moins d'incidents par rapport au Sourou, la situation de protection demeure cependant précaire. Les populations de la commune de Barani ont été menacées et mises en garde par les HANI contre toute forme de collaboration avec les FDS. Dans la commune de Kombori, les réseaux de communication connaissent des perturbations liées au sabotage des pylônes des opérateurs de téléphonie mobile<sup>3</sup> par des groupes radicaux dans la première moitié du mois. La présence régulière de ces derniers qui effectuent des mouvements pendulaires entre les communes frontalières et le Mali entrave sérieusement la liberté de circulation et expose les populations des zones concernées à d'énormes risques de protection.

Au Sourou, la croisade menée par les HANI s'est poursuivie dans cette province pour imposer et faire respecter l'interdiction de consommer de l'alcool et du tabac et de toute activité y afférente. Dans les communes de Toéni, de Gomboro et de Di où leur présence a régulièrement été signalée, ces groupes armés ont directement ciblé les débits de boissons, menacé les populations contre la consommation ou la vente d'alcool et exigé le port permanent du voile par les femmes. Toujours au titre des incidents, la parade effectuée par les HANI, vers fin janvier 2021, en nombre important dans la commune de Gomboro, a provoqué un déplacement massif d'élèves des villages environnants vers la commune de Tougan.

Par ailleurs, la province du Sourou continue d'enregistrer la réouverture progressive de quelques services publics qui avaient été fermés du fait de l'insécurité grandissante. Ce sont le CSPS<sup>4</sup> de Kwaremenguel (commune de Toéni) et l'école primaire de Niassan (commune de Di) qui sont désormais fonctionnels.

Bien que la tendance des incidents demeure constante par rapport au mois précédent (6 incidents enregistrés en février 2021 contre 6 violations rapportées en janvier 2021), la situation de protection

---

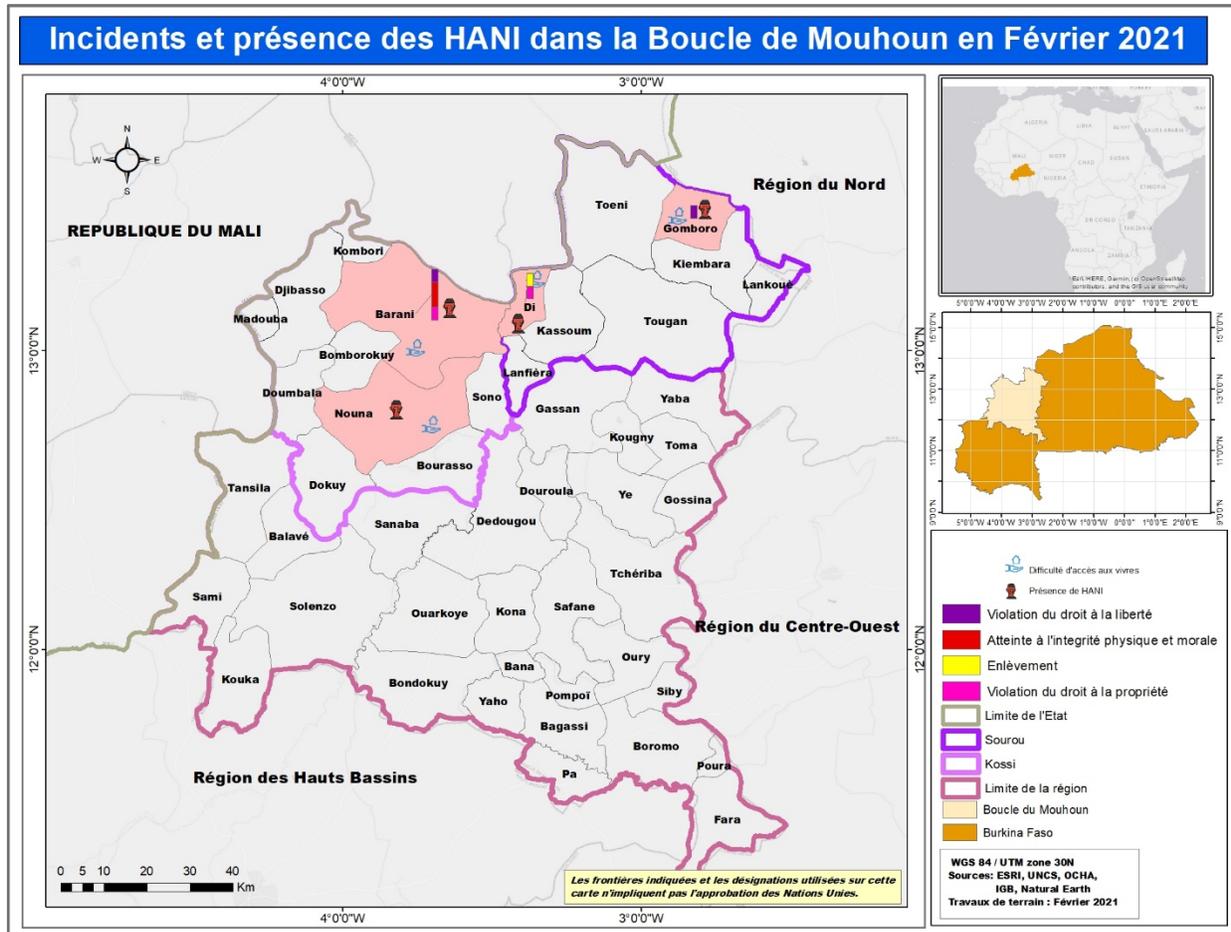
<sup>2</sup> Il s'agit de la Côte d'Ivoire et du Mali

<sup>3</sup> Il s'agit des installations des réseaux de téléphonie mobile orange et moov-africa

<sup>4</sup> Centre de Santé et de Promotion Sociale

reste encore précaire. Les HANI, toujours actifs dans les communes frontalières ne cessent de harceler les populations pour les amener à adhérer à leur cause par voie de menaces et d'intimidations.

En ce qui concerne la crise sanitaire liée au COVID-19, la Boucle du Mouhoun reste également confrontée à cette pandémie dont la situation actuelle rappelle la nécessité de multiplier les sensibilisations sur l'observation stricte des mesures barrières (lavage systématique des mains, respect de la distanciation physique et port de bavettes). A la date du 20 février 2021, le Burkina Faso a enregistré 14 cas dont 9 à Ouagadougou, 4 à Bobo- Dioulasso et 1 à Houndé.



Source : Monitoring communautaire, février 2021, INTERSOS, Boucle du Mouhoun, carte N° 01

## 2. ZONES COUVERTES DANS LA PERIODE DU RAPPORT

Au cours du mois de février 2021, les activités de monitoring se sont poursuivies dans la Kossi et le Sourou. Il s'agit des deux provinces les plus affectées par la crise sécuritaire qui sont couvertes par le projet de protection dans la Boucle du Mouhoun.

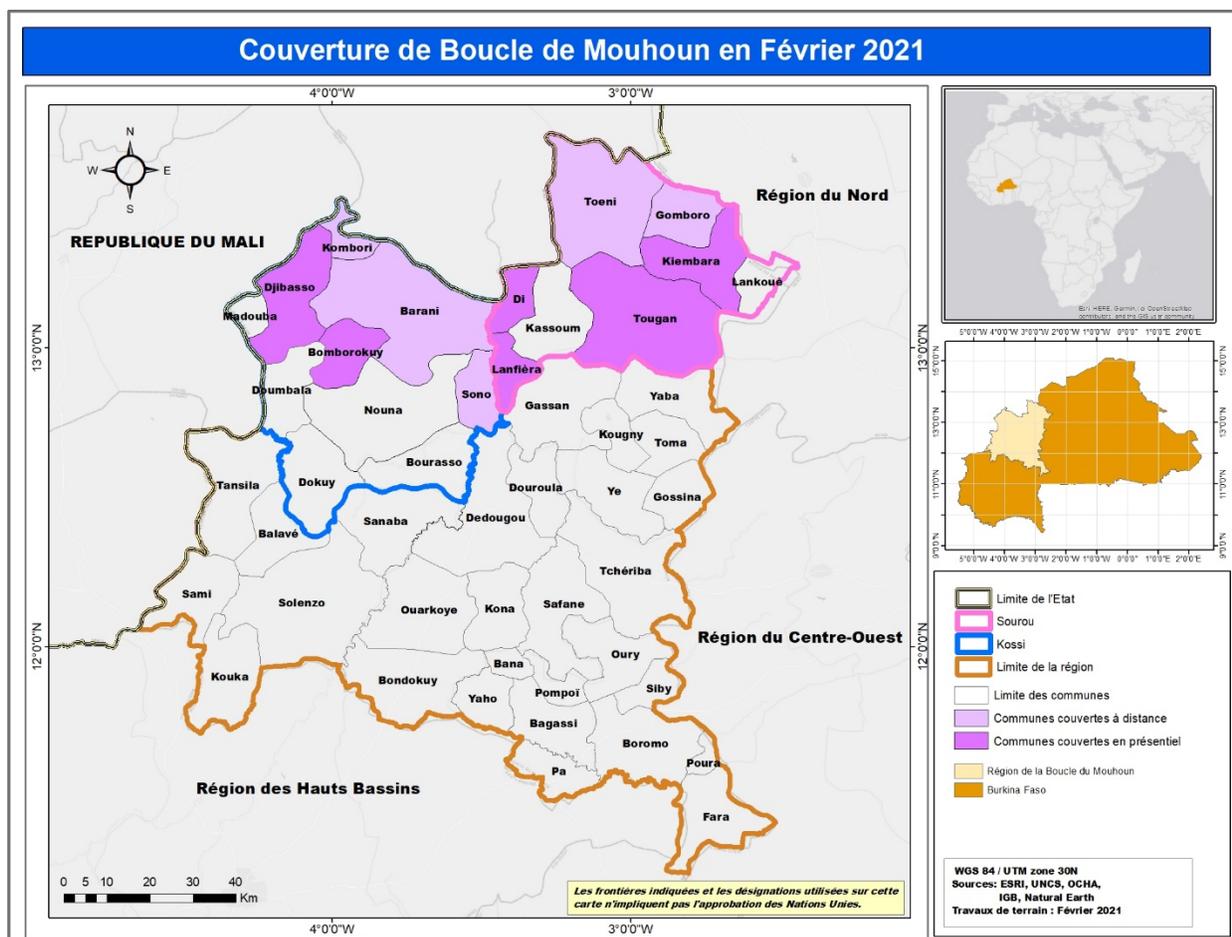
Dans la Kossi, les zones accessibles ont directement été couvertes par les équipes de terrain dans le cadre de la réalisation des différentes activités. En plus du chef-lieu de province (Nouna, secteur 03),

les communes de Bomborokuy (secteur 3) et de Djibasso (secteur 3) ont fait l'objet de sorties de monitoring.

Au Sourou, les équipes de terrain se sont directement déployées dans les zones accessibles pour assurer la mise en œuvre des différentes activités. Ces sorties de monitoring se sont effectuées dans les communes de Tougan (Tougan – Centre et Daka,) de Kiembara (Kiembara – Centre et Ouéllé), de Lankoué (Lankoué – Centre et Ouory), de Kassoum (Kassoum – Centre), de Lanfiéra (Lanfiéra – Centre) et de Di (Di- Centre, Niassan et Bouna).

Quant aux communes de Toéni et de Gomboro pour le Sourou et celles de Barani, de Sono et de Kombori dans la Kossi, l'accès y demeure difficile pour des raisons évidentes d'insécurité. Dans ces localités, le monitoring à distance a ainsi été privilégié comme stratégie d'intervention avec l'appui des points focaux et comités de protection qui y ont été mis en place.

Pour ce mois, la couverture effective de ces zones par les équipes de moniteurs a nécessité au total 12 sorties sur le terrain à raison de 6 sorties de monitoring effectuées dans chacune des provinces. (Ci-dessous la carte sur les zones couvertes au cours du mois).



Source : Monitoring communautaire, février 2021, INTERSOS, Boucle du Mouhoun, carte N° 02

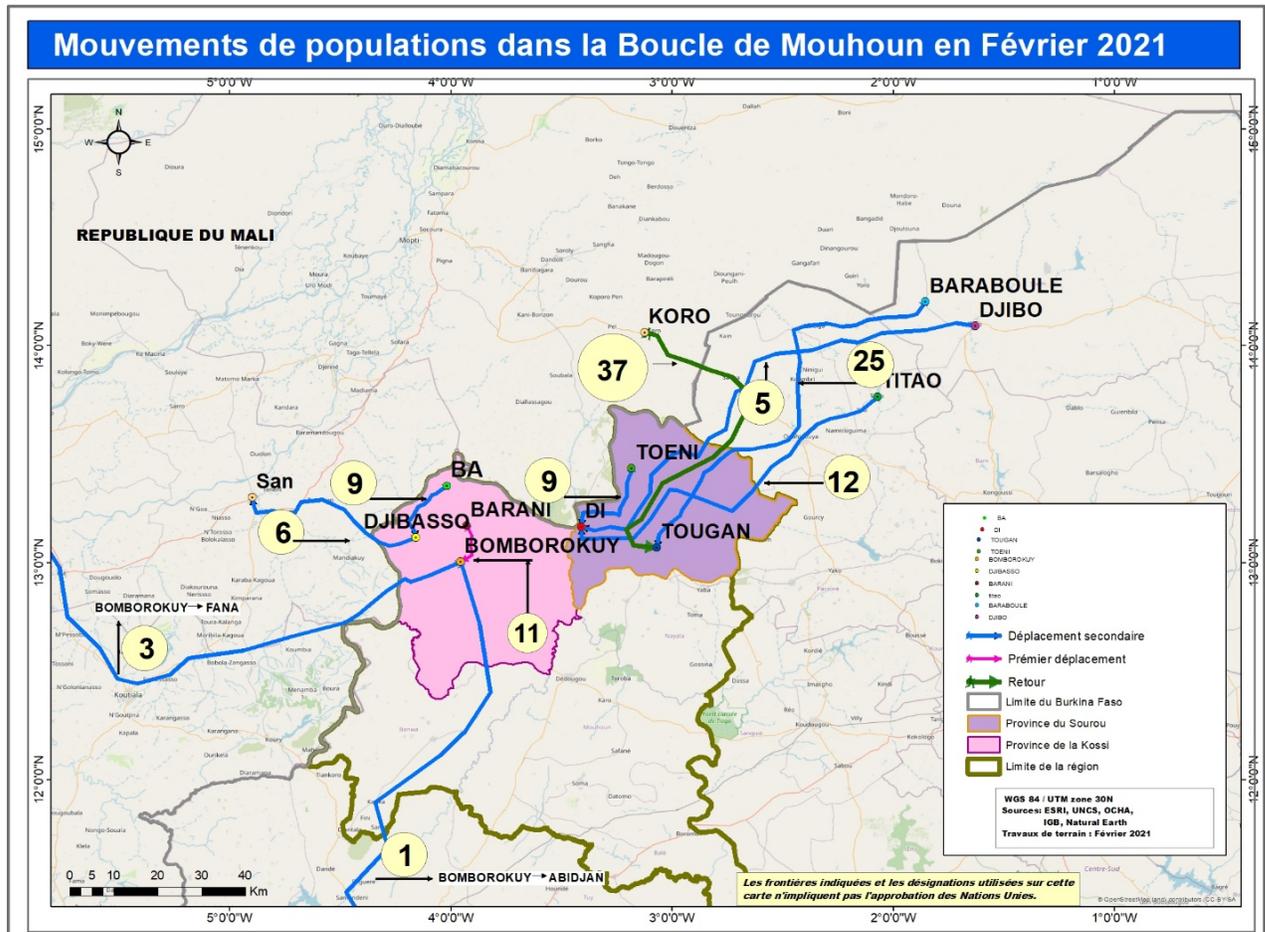
### 3. CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

Dans la Boucle du Mouhoun, la situation humanitaire s'est caractérisée au cours de la période sous rapport par des mouvements de populations qui se sont effectués dans certaines localités pour diverses raisons.

Dans la Kossi, ce sont trois mouvements secondaires qui ont été enregistrés dans la première moitié du mois dont deux vers des pays voisins. Dans la première semaine du mois, un ménage composé de **09** membres (**01** homme, **01** femmes, **03** filles et **04** garçons) a quitté le village de Ba situé dans la commune de Djibasso pour rejoindre le chef-lieu de cette commune en vue de minimiser les risques de protection liés à la présence des HANI dans les localités environnantes. Deux autres mouvements ont été effectués par des PDI de la commune de Bomborokuy vers des pays voisins dans la deuxième semaine pour rejoindre des parents qui y sont installés. Le premier cas concerne un ménage de **03** membres (**01** homme, **01** femme et **01** garçon) qui s'est rendu dans le village de Fana, près de la capitale malienne. Quant au second cas, il s'agit d'un homme PDI qui a décidé de rejoindre ses parents à Abidjan, en république de Côte d'Ivoire. Le premier mouvement primaire enregistré dans cette province a été effectué par un ménage comprenant **11** membres (**01** homme, **02** femmes, **03** filles et **05** garçons). La présence régulière des HANI dans la commune de Barani constitue le principal motif de déplacement de ce ménage du village de Koulérou vers Bomborokuy – Centre. Le dernier mouvement rapporté dans la Kossi est secondaire et concerne un ménage de **06** PDI (**01** homme, **01** femme, **03** filles et **01** garçon) qui a quitté la commune de Djibasso pour rejoindre des parents résidant dans la localité de San située dans la région de Ségou, au Centre du Mali.

Au Sourou, les mouvements observés au cours de la période sous revue sont essentiellement secondaires et se sont effectués pour la plupart à titre préventif. D'abord, la parade effectuée par une importante colonne de HANI, le mardi 26 janvier 2021, dans la commune de Gomboro et l'incident (cf. rapport flash N°05/2021/BM) qui s'en est suivi ont provoqué un déplacement massif d'élèves des villages environnants vers Tougan – Centre. Ce sont environ **150** élèves des écoles de Boussoum, de Yéguéré et de Bouarè dont **73** filles et **77** garçons qui sont arrivés dans le chef-lieu de province à la recherche d'un environnement favorable à la poursuite des études. Dans la période du 27 janvier au 08 février 2021, le Sourou a accueilli trois vagues successives de PDI dont deux à titre préventif et l'autre à la suite d'un incident. Un premier mouvement secondaire a été effectué par **06** ménages de PDI (**25** membres) dont **04** hommes, **06** femmes, **06** filles et **09** garçons qui ont fui les violences et menaces perpétrées les HANI dans la commune de Baraboulé (province du Soum dans la région du Sahel) pour rejoindre Tougan. A la suite d'une attaque armée survenue dans la zone de Koro, située dans le cercle de Bankass, au Centre du Mali, **07** ménages burkinabè (**37** membres) dont **09** hommes, **10** femmes, **11** filles et **07** garçons tous originaires de la commune de Toéni ont regagné le village de Bouna dans la commune de Di. Toujours dans la commune de Di, le village de Bouna a encore accueilli **01** ménage de **09** membres (**01** homme, **02** femmes, **04** filles et **02** garçons) en provenance du village de Domoni dans la commune de Toéni pour échapper aux menaces des HANI actifs dans cette zone.

Dans la période du 08 au 14 février 2021, des PDI d'autres régions ont effectué des mouvements secondaires vers le village de Débé situé dans la commune de Di à la recherche de meilleures conditions de sécurité. Le premier déplacement concerne **01** ménage de **05** membres (**01** homme, **01** femmes, **02** filles et **01** garçon) en provenance de Djibo dans le Soum tandis que le second a été effectué par **02** ménages composés de **12** membres dont **03** hommes, **02** femmes, **03** filles et **04** garçons venus de Titao dans le Loroum. (Ci-dessous la carte sur les mouvements de populations enregistrés au cours du mois).

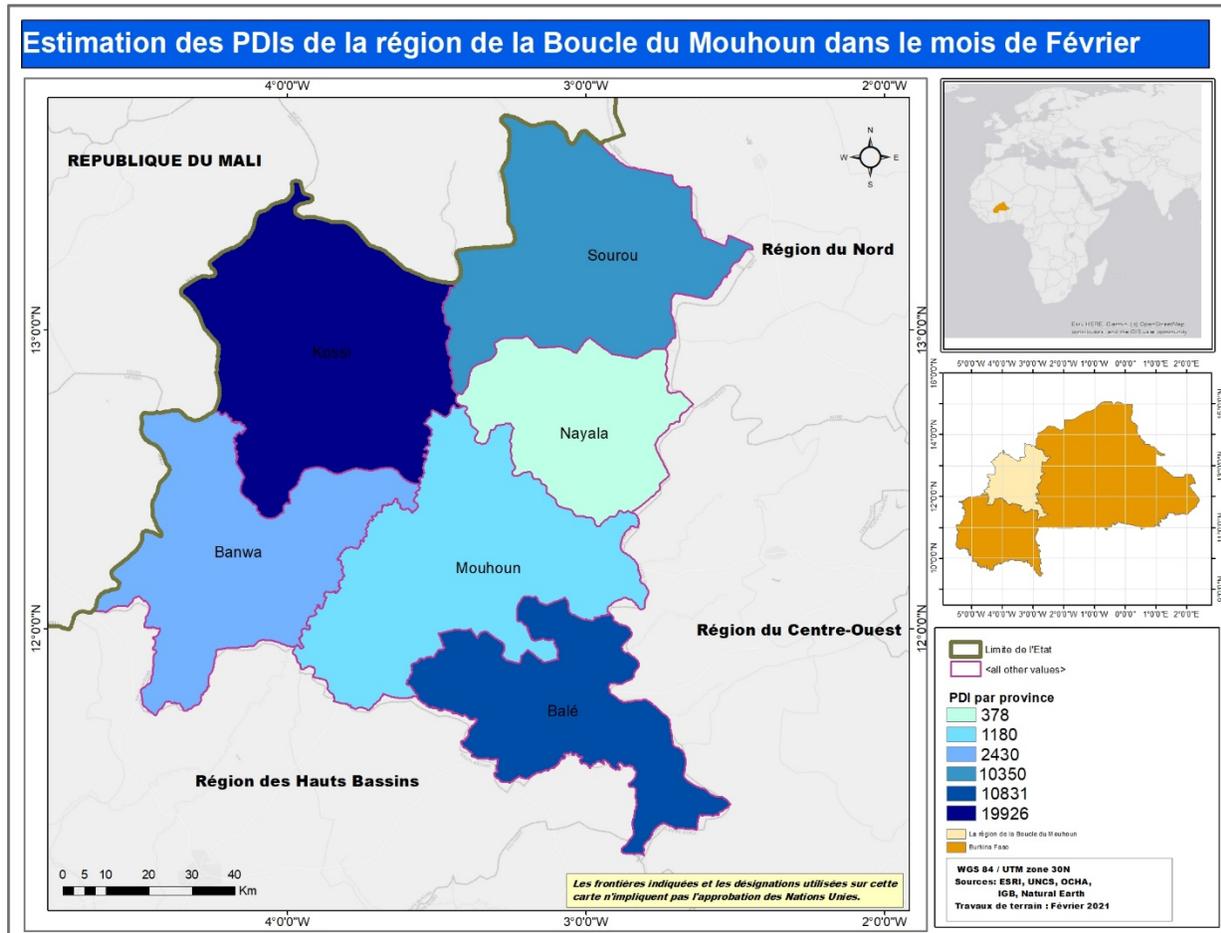


Source : Monitoring communautaire, février 2021, INTERSOS, Boucle du Mouhoun, carte N° 03

Les dernières statistiques produites par le CONASUR<sup>5</sup> sur la situation des déplacements de populations à la date du 31 janvier 2021 font état de **44.899** (**22.224** femmes et **22.675** hommes) personnes déplacées internes enregistrées dans la Boucle du Mouhoun soit **4,1%** de la population totale en déplacement. A ces chiffres, il convient d'ajouter **198** nouvelles PDI (**10** hommes, **12** femmes, **87** filles et **89** garçons) qui ont été identifiées grâce au monitoring réalisé au cours de ce mois dans les provinces de la Kossi et du Sourou. Au titre des mouvements secondaires, ce sont au total **70**

<sup>5</sup> Le Comité National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation

PDIs qui se sont déplacées pour diverses raisons. (Ci- dessous la carte N° 01 présentant la répartition des PDIs entre les provinces de la région).



Source : Monitoring communautaire, février 2021, INTERSONS, Boucle du Mouhoun, carte 04

#### 4. PROBLEMES DE PROTECTION

- **Situation sécuritaire - incidents de protection dans les zones sous couverture**

Au cours du mois de février 2021, le monitoring a permis de rapporter au total 6 incidents de protection qui sont survenus dans les zones couvertes :

**Menaces suivies d'atteinte à l'intégrité physique et à la propriété** : dans la journée du mardi 26 janvier 2021, une colonne d'une cinquantaine d'hommes armés non identifiés aurait été aperçue dans la commune de Gomboro. Au cours de cette parade, les HANI auraient surpris un homme âgé d'une quarantaine d'années qui transportait des bidons contenant de la bière locale. Ils s'en seraient violemment pris à ce dernier qu'ils auraient sévèrement bastonné avant de verser le contenu et casser les bidons.

**Atteinte à l'intégrité physique menaces et intimidations** : dans la soirée du vendredi 12 février 2021, des HANI au nombre de 4 sur des motos auraient fait irruption dans le village de Konga, situé à une quinzaine de km du chef-lieu de la commune de Gomboro. Dans leur passage, ils auraient surpris trois

femmes travaillant dans un jardin maraîcher qu'ils auraient brutalisées pour n'avoir pas porté de voile. Avant de partir, ils auraient menacé d'être plus sévères pour la prochaine fois avec ceux ou celles qui n'obéiront pas au code vestimentaire édicté.

**Destruction de biens et atteinte à la propriété :** dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 février 2021, aux environs de 00 heures 10 mn, un groupe d'individus armés non identifiés aurait fait irruption dans le village de Niassan, situé à environ 10 km du chef-lieu de la commune de Di. Au cours de leur incursion, ils auraient incendié un débit de boisson. Aucune perte en vie humaine n'aurait été enregistrée mais de nombreux dégâts matériels auraient eu lieu.

**Atteinte à la liberté et enlèvement :** dans la soirée du mardi 16 février 2021, le village de Semé, situé à environ 22 km du chef-lieu de la commune de Gomboro aurait reçu la visite d'une cinquantaine d'individus armés non identifiés. Deux hommes tous agriculteurs habitants du village auraient été directement ciblés et enlevés par ces HANI. Selon les témoignages recueillis sur place, il aurait été reproché à ces deux personnes le non-respect par leurs épouses du code vestimentaire en vigueur dans la localité. Un suivi de proximité de cette situation est assuré par les points focaux présents dans la zone.

**Atteinte à la liberté et à la sécurité :** dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 février 2021, une colonne estimée à 46 individus armés non identifiés, en provenance du Mali, a traversé le village de Diamahoun pour prendre la direction de Bomborokuy. Selon les habitants de ce village, situé à une vingtaine de km du chef-lieu de la commune de Barani, ces HANI seraient retournés le lendemain tard dans la nuit vers le Mali. Fort heureusement, aucun incident n'a été enregistré mais les populations ont rapporté avoir été fortement terrorisées par cette présence massive d'hommes en arme qui a sérieusement entravé la liberté de circulation dans cette localité.

**Menaces et intimidations :** dans la soirée du dimanche 21 février 2021, des hommes armés non identifiés estimés à une cinquantaine auraient fait irruption dans le village de Lei, situé à 32 km du chef-lieu de la commune de Nouna. Tous les habitants auraient été rassemblés et sévèrement interrogés sur les motifs des patrouilles de sécurisation dans la localité. Selon les HANI, la multiplication des patrouilles dans les environs s'explique par des informations qui ont été partagées avec les FDS sur leur position. Avant de partir, ils auraient menacé d'exterminer tout le village s'ils viennent à découvrir toute forme de collaboration avec les FDS. Bien que cet incident n'ait provoqué aucun déplacement de populations, tout le village est resté inquiet et terrorisé.

Au-delà de ces incidents, un autre évènement malheureux lié à la situation de crise a été rapporté dans la province du Sourou. Il s'agit du décès, survenu à Ouahigouya, d'une femme qui y avait été évacuée pour bénéficier de soins après avoir subi un viol collectif de la part des HANI dans le village de Konga, situé dans la commune de Kassoum (cf. rapport flash N°04/2021/BM).

Le faible maillage du territoire régional par les services de sécurité et de défense dans ce contexte de crise et la multiplication des incidents visant les populations ont favorisé la mobilisation des communautés à travers la mise en place des groupes d'auto-défense pour organiser la résistance. Ainsi, dans la Kossi, des confréries de chasseurs traditionnels communément appelés "Dozos" présents dans les communes de Nouna, de Bomborokuy, de Djibasso, de Barani et de Kombori œuvrent régulièrement pour la sécurisation des populations et des biens. Depuis le début de cette année, le

Sourou a également opté pour cette approche communautaire dans la gestion de la sécurité. En raison de la proximité avec la région du Nord où les communautés sont fortement engagées sur le plan sécuritaire, les communes de Lankoué et de Kiembara ont érigé des structures communautaires de défense dénommées “Koglwéogo” qui couvrent la commune voisine de Gomboro. La dernière commune engagée dans cette dynamique de sécurité communautaire est celle de Toéni où il a été signalé la présence de volontaires pour la défense de la patrie (VDP) en appui aux patrouilles de sécurisation des FDS.

- **SGBV**

Dans la Boucle du Mouhoun, les violences basées sur le genre représentent également des problèmes majeurs de protection qui se sont malheureusement accrues du fait de la crise sécuritaire qui sévit dans la région. Au titre des incidents de cette nature, il a été signalé un cas de viol sur une jeune fille d'environ 14 ans, dans la commune de Bomborokuy, dont l'auteur serait un oncle de la victime. Toutes les tentatives pour retrouver la survivante en vue lui fournir les services nécessaires sont restées vaines au motif que la famille aurait préféré un règlement à l'amiable de cette affaire.

Par ailleurs, les entretiens réalisés dans le cadre du monitoring communautaire ont permis de souligner l'importance du phénomène dans les zones d'intervention. Selon les participants à ces focus groups, le manque de moyens et perspectives socio-économiques aurait favorisé des cas d'abandon de femmes par les maris dans les localités de Djibasso et de Bomborokuy. Cette triste réalité contribue à accroître la situation de vulnérabilité des femmes abandonnées et les expose à des risques de VBG. Comme réponse, il a été entrepris l'identification de ces femmes vulnérables en vue d'un référencement vers d'autres acteurs de réponse (Direction Provinciale de l'Action Humanitaire de la Kossi ou Save the Children) ou dans la perspective d'une assistance en kit de dignité avec la reprise des activités du volet VBG.

Il ressort des échanges tenus avec les participants à nos discussions de groupe que les types de VBG répandus dans les communautés seraient des cas de viol, de mariage forcé, de violence psychologique, d'agressions sexuelles et de déni de ressources. Comme raisons avancées pour expliquer la persistance de ces pratiques, le poids de certaines traditions peu soucieuses de la place et du rôle des femmes dans les communautés serait la principale cause.

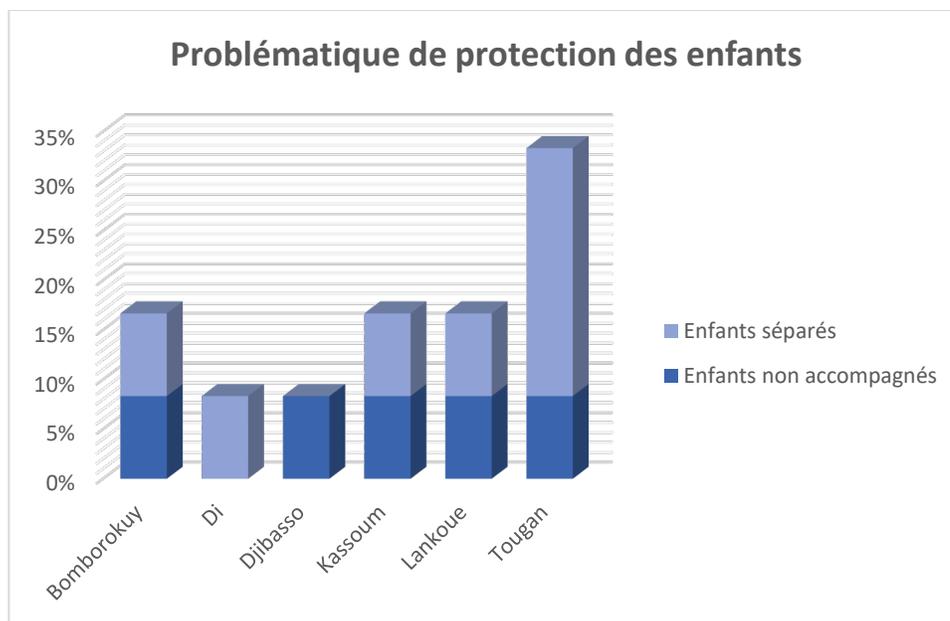
- **Protection de l'enfance**

Dans la Boucle du Mouhoun, les enfants représentent une catégorie de personnes vulnérables dont la situation a aussi été impactée par la crise sécuritaire que vit le pays. Ainsi, les problématiques de protection de l'enfance constituent un axe majeur des interventions de l'ONG INTEROS pour améliorer la situation de protection dans la région. En raison de la fermeture des écoles dans la plupart des zones gagnées par l'insécurité, le risque de déscolarisation est devenu une menace sérieuse pour de nombreux élèves. Ainsi, à la suite d'un incident sécuritaire dans la commune de Gomboro ayant provoqué la fermeture des écoles dans les villages de Bousoum, Yéguéré et Bouaré, ce sont environ

**150** élèves dont **73** filles et **77** garçons qui se sont déplacés à Tougan. Le processus d'identification de ces élèves déplacés en partenariat avec les services de l'Action Humanitaire et les équipes du projet Education sur financement ECHO est toujours en cours en vue d'un accompagnement pour la reprise des cours dans la localité d'accueil. Dans le cadre du monitoring communautaire, il a été rapporté que certains enfants se trouveraient obligés d'aller travailler dans le souci d'épauler les parents à subvenir aux besoins de la famille. Les grands centres urbains (Dédougou, Bobo- Dioulasso et Ouagadougou) seraient les principales destinations des jeunes filles PDIs dont certaines auraient abandonné les études à la recherche d'emplois domestiques. Il a également été signalé la présence de jeunes garçons dans les périmètres aménagés de la vallée du Sourou pour pratiquer des activités agricoles rémunérées. En l'absence de suivi, ces pratiques pourraient exposer les enfants à des risques d'abus de tout genre, d'exploitation et de maltraitance.

Au regard de l'ampleur du phénomène, il y a vraiment nécessité que les sensibilisations sur la thématique de la protection de l'enfance soient accompagnées par des activités génératrices de revenus pour les parents.

Dans les communes de Tougan, de Lankoué, de Kassoum et de Bomborokuy, les vulnérabilités identifiées portent sur des cas d'enfants à risques notamment des enfants non accompagnés et une forte proportion d'enfants séparés. Quant aux autres zones couvertes, il n'a été enregistré que des cas d'enfants séparés pour la commune de Di et des cas d'enfants non accompagnés pour la commune de Djibasso. (Ci-dessous le graphique sur la situation des enfants séparés et non accompagnés)



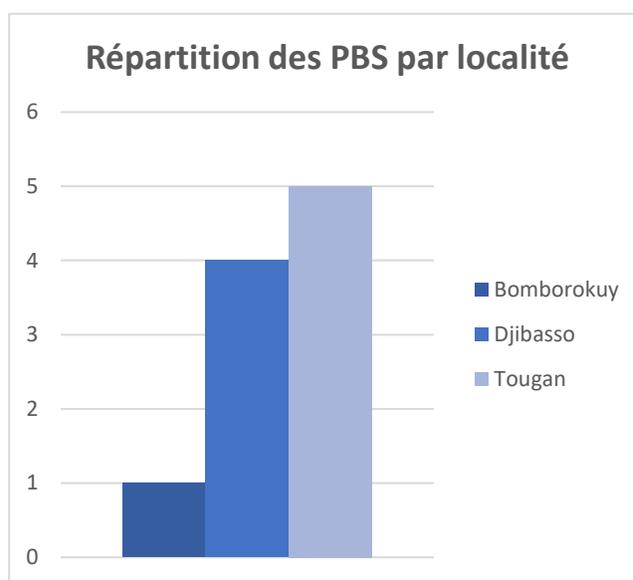
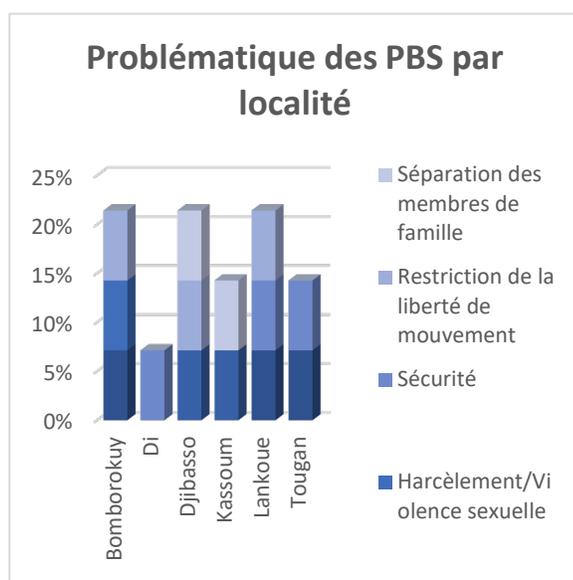
Source : Monitoring communautaire, février 2021, INTERSOS, Boucle du Mouhoun, graphique N° 01

- **Problèmes spécifiques de protection et personnes ayant des besoins spécifiques (PBS)**

Malgré diverses interventions des acteurs humanitaires pour améliorer la situation de protection des populations affectées par la crise dans la Boucle du Mouhoun, certaines catégories de personnes présentent des problèmes spécifiques de protection. Ceux-ci se présentent comme suit :

Dans le Sourou, des localités abritant un grand nombre de PDI n'ont pas été couvertes par l'opération de réalisation d'abris mise en œuvre par l'ONG Plan Burkina. Ainsi, de nombreux ménages installés dans les communes de Di et de Kiembara n'ont pas bénéficié de ces interventions.

Enfin, ce sont au total **10** personnes dont **05** par province (**03** femmes, **06** hommes et **01** garçon) ayant des besoins spécifiques qui ont été identifiées au cours du monitoring parmi les personnes les plus vulnérables pour bénéficier d'assistance en cash. Il s'agit des cas de femmes cheffes de ménages et de personnes malades ou en situation de handicap qui ont reçu cet appui financier d'un montant de 30.000 francs CFA pour couvrir divers besoins (Ci-dessous les graphiques sur la problématique des PBS et leur répartition par localité).



Source : Monitoring communautaire, février 2021, INTERSOS, Boucle du Mouhoun, graphique N° 02

#### • Etat de droit

Dans la Boucle du Mouhoun, la crise sécuritaire continue de perturber le fonctionnement des structures déconcentrées de l'Etat. Cette situation affecte toujours les deux provinces précisément les communes qui présentent des risques sécuritaires élevés à savoir à les communes Barani, Kombori et Sono situées dans la Kossi et celles de Toéni, de Gomboro, de Kassoum, de Di, de Kiembara et de Lanfiéra pour le Sourou.

Si dans les zones d'insécurité de la Kossi, les services publics demeurent fermés, le Sourou connaît une réouverture progressive de certains services publics notamment le CSPS de Kwaremenguel (commune de Toéni) et l'école primaire de Niassan (commune de Di).

Bien que des opérations de sécurisation dans le cadre de la lutte contre l'insécurité soient régulièrement menées dans la Boucle du Mouhoun, la région reste faiblement couverte par des services permanents de sécurité et de défense. Dans la Kossi, les communes Bourasso, Bomborokuy, de Kombori et de Son ne disposent pas de postes réguliers des FDS. Quant au Sourou, ce sont les populations des communes de Kassoum et de Lankoué qui ne bénéficient d'aucun service permanent de sécurisation.

Dans les zones à fort défi sécuritaire, les services communaux et étatiques ne sont plus en mesure d'assurer la délivrance continue des différents actes d'état civil au profit des populations qui sont ainsi confrontées à d'énormes difficultés en matière de documentation civile. En réponse à cette situation, le SP/CONASUR<sup>6</sup> a initié, à partir de mi-décembre 2020, en partenariat avec l'UNHCR<sup>7</sup>, une opération massive d'établissement d'actes d'état civil dans les provinces du Sourou (**8.000** actes), de la Kossi (**8.000** actes) et du Mouhoun (**5.000** CNIB<sup>8</sup>)

Pour s'assurer du bon déroulement de cette opération, deux missions de suivi ont été effectuées, au cours de ce mois, auprès des acteurs de mise en œuvre dans les provinces du Sourou et de la Kossi.

Dans le Mouhoun, à la date du 26 février 2021, ce sont **4935** CNIB qui ont été établies dont le retrait par les bénéficiaires se fait de façon progressive tandis que **65** dossiers sont toujours en retard soit des cas de rejet soit des cas en attente d'investigation.

Pour la Kossi, à la date du 11 février 2021, il a été enregistré **162** jugements en cours de transcription à la suite de **730** certificats de non inscription délivrés par la mairie sur un total de **1113** requêtes reçues pour vérification.

Au niveau du Sourou, à la date du 15 février 2021, ce sont **253** certificats de non inscription qui ont été transmis à la Préfecture pour jugement tandis que **217** certificats étaient toujours en cours d'établissement au niveau de la Mairie.

Selon les différents services rencontrés (Préfectures, Mairies et Directions Provinciales en charge de l'Action Humanitaire) dans le cadre de ces missions de suivi, ce faible taux de réalisation s'explique par certaines contraintes objectives telles que la question de la compétence territoriale et l'insuffisance de personnel.

- **Protection basée sur la communauté - comites de protection**

Pour améliorer et adapter la réponse aux besoins de situation de protection des communautés-cibles, la réalisation des différentes activités dans les provinces d'intervention a nécessité une forte implication des acteurs à la base.

D'abord, en plus de la remontée d'informations par ces acteurs communautaires dans le cadre du suivi des différents mouvements de populations et des incidents de protection, (6 incidents enregistrés pour le mois) ils ont assuré la mobilisation des participants et la facilitation des échanges lors des focus groups réalisés au cours du mois.

Ensuite, pour les interventions en cash, les 10 bénéficiaires ont été identifiés avec le concours des points focaux qui ont également accompagné les équipes de moniteurs pour la remise des montants.

---

<sup>6</sup> Secrétariat Permanent du Comité National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation

<sup>7</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

<sup>8</sup> Carte Nationale d'Identité Burkinabè

Enfin, les sorties de suivi des centres communautaires dans les deux provinces ont été effectuées avec l'appui des points focaux notamment pour la vérification des matériels et équipements qui ont été livrés dans le mois de janvier 2021.

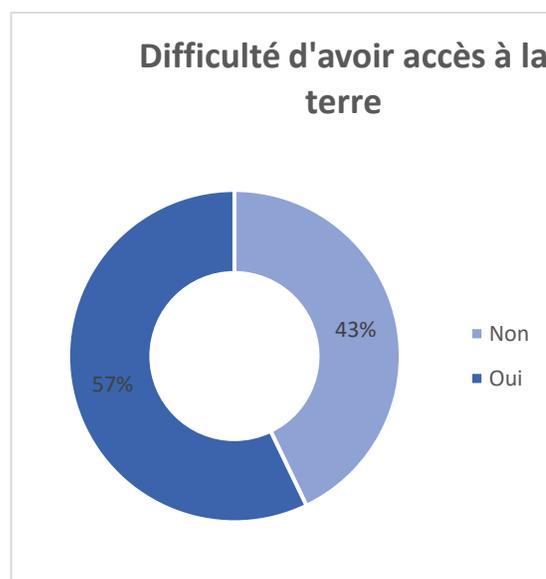
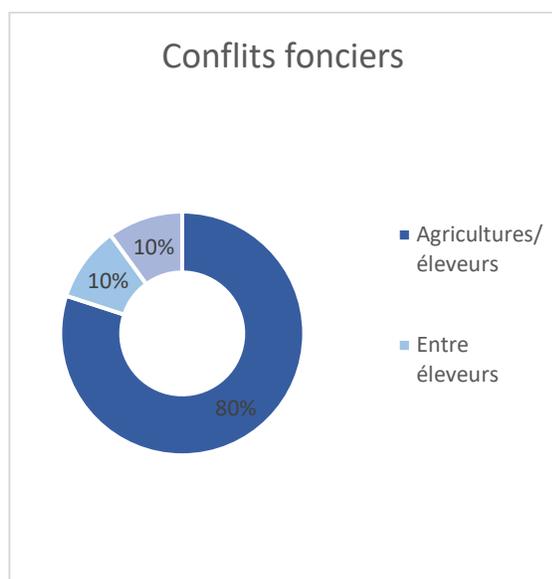
- **Situation de LTB dans la zone de déplacement et de retour**

Dans la Boucle du Mouhoun, la problématique des LBT demeure toujours d'actualité surtout dans les zones d'accueil des PDIs, en raison de la forte pression démographique à la suite des mouvements de populations.

Pour l'accès au logement, de nombreuses PDIs installées, dans les localités de Tougan, de Nouna, de Bomborokuy et de Djibasso, sont confrontées au problème d'abris avec la flambée du coût du loyer qui varie entre 2.500 francs CFA et 12.500 francs CFA selon la zone et le type d'habitat. Un grand nombre de personnes déplacées dans les communes de Di et de Kiembara n'ont pas bénéficié d'abris réalisés par l'ONG Plan Burkina. Dans ces localités, de nombreux ménages de PDIs logent dans des conditions extrêmement déplorable soit dans des abris de fortune soit à la belle étoile.

En ce qui concerne la terre, la compétition pour l'accès aux parcelles a également favorisé une augmentation du coût d'acquisition des portions de terres dont le m<sup>2</sup> se vend à environ 1.000 francs CFA.

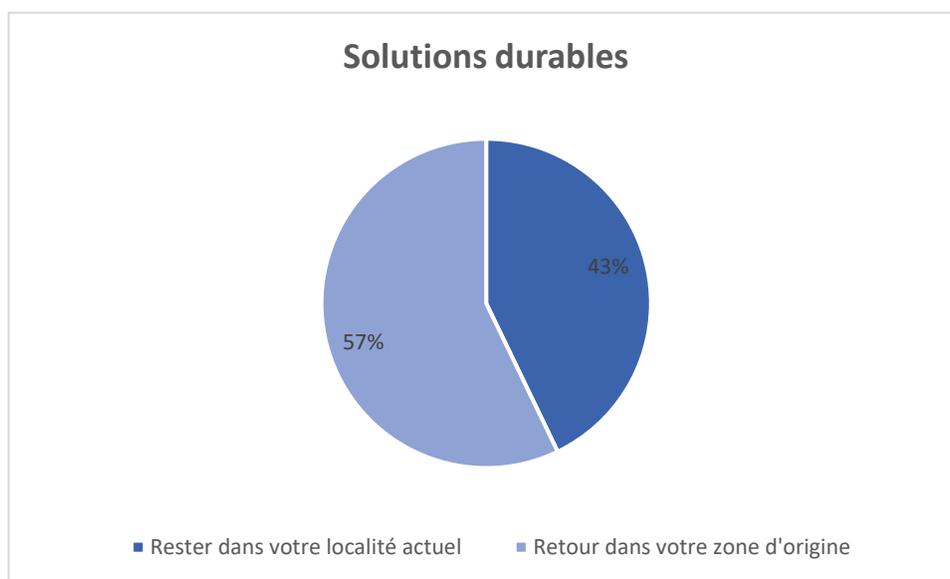
Il ressort des échanges tenus dans le cadre des focus groups que cette situation est source de conflits communautaires qui opposent les éleveurs aux agriculteurs pour la majorité des cas (80%). Ces conflits qui sont parfois intercommunautaires concernent les éleveurs entre eux pour (10%) des cas et les autres communautés dont (10%) des cas rapportés.



Source : Monitoring communautaire, février 2021, INTERSOS, Boucle du Mouhoun, graphique N° 03

- **Solutions durables**

Bien qu'aucun mouvement de retour de PDI n'ait été enregistré au cours de ce mois, cette éventualité a été abordée avec les participants aux des focus groups pour apprécier leur perception de l'évolution du contexte sécuritaire les zones d'origine. Si certaines PDIs (43%) ont exprimé leur ferme volonté de regagner les localités, une grande partie (57%) n'entend pas envisager le retour pour l'instant. En raison de risques de protection liés à la présence des HANI dans les zones d'origine, le retour de la sécurité constitue, selon ces PDIs, le préalable pour recourir à cette solution.



*Source : Monitoring communautaire, février 2021, INTERSOS, Boucle du Mouhoun, graphique N° 04*

- **Système de partage d'information et coordination**

En vue d'une meilleure coordination de l'action humanitaire au profit des communautés-cibles, l'ONG INTERSOS entretient de bonnes relations de collaboration avec les autres acteurs de réponse qui interviennent dans la Boucle du Mouhoun. Dans ce sens un certain nombre d'activités a été réalisé pour renforcer la synergie d'action avec les partenaires.

D'abord, INTERSOS a pris part, le mercredi 10 février 2021, à la session ordinaire du Comité Régional de Vigilance et de Surveillance sur la traite des personnes et les pratiques assimilées. Cette rencontre qui s'est tenue dans la salle de réunion de la Direction Régionale en charge de l'Action Humanitaire a réuni l'ensemble des acteurs de protection (ONG, services de la police et de la gendarmerie), les services techniques de l'administration publiques et les autorités administratives, religieuses et

coutumières. Elle a servi de cadre pour faire le point des activités réalisées au cours de l'année 2020 et aussi pour dégager des perspectives en vue d'une meilleure coordination des interventions en matière de protection dans la région.

Ensuite, INTERSOS a reçu, le mercredi 17 février 2021 dans son bureau, une mission de l'UNICEF Ouagadougou dans le cadre d'une visite de prise de contact et d'échange sur la situation humanitaire de la Boucle du Mouhoun. Au cours de cette rencontre, la mission s'est intéressée aux activités mises en œuvre par INTERSOS dans la perspective d'un partenariat pour des interventions en cash et en NFI. Enfin, au niveau des provinces, les équipes de terrain ont pris part à des entretiens dans le cadre de la réalisation d'une étude initiée par la Direction Générale du Développement Territoriale portant sur la cartographie des acteurs de réponse aux VBG dans la Boucle du Mouhoun. Il s'agit d'une étude commanditée par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Urgence et de Développement Territorial au Burkina Faso. L'équipe du Sourou a également participé à l'atelier du Réseau de Protection de l'Enfance dont les travaux ont porté sur la présentation des réalisations de 2020 et des perspectives pour l'année en cours.

## 5. RECOMMANDATIONS GENERALES (dans quel domaine, pour quelle localité et a quelle entité)

N°	Domaines	Localités	Recommandations	Entités concernées
1	Sécurité Alimentaire	Tougan	Accompagner la nouvelle vague d'élèves déplacés (150) en vivres (5 tonnes) pour améliorer les conditions de reprise des cours	Cluster Sécurité Alimentaire
2	Abris/AME	Di et Kiembara	Etendre la réalisation des abris (200) à ces deux communes qui abritent un grand nombre de PDI (2800)	Cluster Abris/AME
3	Protection	Di et Gomboro	La multiplication des incidents ciblant les populations civiles dans ces communes nécessite un renforcement des opérations de sécurisation	Cluster Protection Autorités régionales
5	Coordination	Dédougou	Orientation et accompagnement des acteurs humanitaires de la Boucle du Mouhoun pour l'activation du cluster protection au niveau régional	Cluster Protection

### ACTIONS REQUISES DU HCR

Domaines/Cluster	Actions	Observations
<b>Abris</b>	Réalisation de 200 abris pour les nouveaux arrivants dans les	Besoin d'abris pour les élèves déplacés arrivés massivement à Tougan

	communes de Tougan et les PDI de Di et de Kiembara (2800)	Prise en compte des communes de Di et de qui abritent de nombreuses PDI de Kiembara dans la réalisation des abris
<b>WASH</b>	Augmenter le nombre de latrines et toilettes (20) dans les communes de Kiembara, Di et Tougan qui accueillent des PDI (2800)	L'arrivée continue de PDI dans ces localités accroît le besoin d'infrastructures dans ces localités
<b>Education</b>	Accompagner avec des kits scolaires les nouveaux élèves déplacés (150) à Tougan	Besoin d'appui pour les élèves déplacés à Tougan à la suite de l'incident de Gomboro
<b>Logement terres et biens</b>	Réaliser de 200 abris pour les PDI (2800) de Kiembara et de Di Faire un plaidoyer pour faciliter l'accès aux terres cultivables au profit des PDI dans les communes de Tougan, Nouna, Bomborokuy et Djibasso	De nombreuses PDI éprouvent des difficultés d'accès au logement et biens dans précisément dans les communes urbaines. Pour les communes rurales, c'est le besoin en terres cultivables qui reste à couvrir

#### PROTECTION TRANSVERSALE

CLUSTER	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
<b>SECURITE, MINES, ALPC, REG</b>	Barani, Gomboro, Di, Lanfiéra et Toéni	Dans ces localités, les mouvements des HANI se sont multipliés au cours de ce mois	Eviter sinon réduire au maximum les déplacements sur les axes concernés, non bitumés qui présentent des risques d'attaques liés aux IED
<b>EDUCATION</b>	Tougan et Gomboro	Les parades et les menaces régulièrement perpétrées par les HANI dans la commune de Gomboro ont provoqué un déplacement massif d'élèves vers Tougan	Appui pour la recherche de places pour les 150 élèves dans les écoles Accompagner les élèves avec des kits scolaires
<b>ABRIS ET VIVRES</b>	Tougan, Di, Kiembara	Les nouveaux arrivants ne sont pas prévus dans la réalisation des abris et les retournés auront besoin d'assistance en vivres et	Recenser les nouvelles PDI et les prendre en compte pour une éventuelle opération de réalisation d'abris
<b>COEXISTENCE PACIFIQUE</b>	Kiembara et Lankoué	Ces groupes d'auto-défense ont parfois une base purement ethnique qui pourrait être source de tension entre les communautés.	Encadrer l'action des Kolgweogo pour éviter des exactions arbitraires et surtout l'aspect identitaire dans les opérations de sécurisation.

N	Localités	Description de l'incident	Types de violations	Personnes directement affectées par l'incident
1.	Gomboro	Dans la journée du mardi 26 janvier 2021, une colonne d'une cinquantaine d'hommes armés non identifiés a été aperçue dans la commune de Gomboro. Au cours de cette parade, les HANI surpris un homme âgé d'une quarantaine d'années qui transportait des bidons contenant de la bière locale. Ils s'en sont violemment pris à ce dernier qu'ils ont sévèrement bastonné avant de verser le contenu et casser les bidons.	Menaces suivies d'atteinte à l'intégrité physique et à la propriété	01
2.	Gomboro	Dans la soirée du vendredi 12 février 2021, des HANI au nombre de 4 sur des motos ont fait irruption dans le village de Konga, situé à une quinzaine de km du chef-lieu de la commune de Gomboro. Dans leur passage, ils ont surpris trois femmes travaillant dans un jardin maraîcher qu'ils ont brutalisées pour n'avoir pas porté de voile. Avant de partir, ils ont menacé d'être plus sévères pour la prochaine fois avec ceux ou celles qui n'obéiront pas au code vestimentaire édicté.	Atteinte à l'intégrité physique menaces et intimidations	03
3.	Di	Dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 février 2021, aux environs de 00 heures 10 mn, un groupe d'individus armés non identifiés a fait irruption dans le village de Niassan, situé à environ 10 km du chef-lieu de la commune de Di. Au cours de leur incursion, ils ont incendié un débit de boisson. Fort heureusement aucune perte en vie humaine n'a été déploré mais il a été enregistré de nombreux dégâts matériels.	Destruction de biens et atteinte à la propriété	05
4.	Gomboro	Dans la soirée du mardi 16 février 2021, le village de Semé, situé à environ 22 km du chef-lieu de la commune de Gomboro a reçu la visite d'une cinquantaine d'individus armés non identifiés. Deux hommes tous agriculteurs habitants du village ont été directement ciblés et enlevés par ces HANI. Selon les témoignages recueillis sur place, il a été reproché à ces deux personnes le non-respect par leurs épouses du code vestimentaire en vigueur dans la localité.	Atteinte à la liberté et enlèvement	02

		Un suivi de proximité de cette situation est assuré par les points focaux présents dans la zone		
<b>5.</b>	Barani	Dans la nuit mercredi 17 au jeudi 18 février 2021, une colonne estimée à 46 individus armés non identifiés, en provenance du Mali, a traversé le village de Diamahoun pour prendre la direction de Bomborokuy. Selon les habitants de ce village, situé à une vingtaine de km du chef-lieu de la commune de Barani, ces HANI sont retournés le lendemain tard dans la nuit vers le Mali. Fort heureusement, aucun incident n'a été enregistré mais les populations ont été fortement terrorisées par cette irruption qui a sérieusement entravé la liberté de circulation dans cette localité	Atteinte à la liberté et à la sécurité	<b>730</b>
<b>6.</b>	Nouna	Dans la soirée du dimanche 21 février 2021, des hommes armés non identifiés estimés à une cinquantaine ont fait irruption dans le village de Lei, situé à 32 km du chef-lieu de la commune de Nouna. Tous les habitants ont été rassemblés et sévèrement interrogés sur les motifs des patrouilles de sécurisation dans la localité. Selon les HANI, la multiplication des patrouilles dans les environs s'explique par des informations qui ont été partagées avec les FDS sur leur position. Avant de partir, ils ont menacé d'exterminer tout le village s'ils viennent à découvrir toute forme de collaboration avec les FDS. Bien que cet incident n'ait provoqué aucun déplacement de populations, tout le village est resté inquiet et terrorisé.	Menaces et intimidations	<b>430</b>